L.103/I

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre,

saisi par le Ministre de l'Instruction publique

le 18 décembre 1948
d'une demande d'avis
sur un projet d'arrêté du Régent, relatif à la création provisoire ainsi qu'au maintien de nouvelles sections et classes dans les écoles d'enseignement moyen de l'Etat

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer,

verzocht door de Minister van Openbaar Onderwijs

op 18 December 1948, hem
van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent betreffende de voorlopige oprichting, alsmede de bestendiging van nieuwe afdelingen en klassen in de reeds bestaande Rijksscholen voor middelbaar onderwijs

a donné en sa séance du

3 février 1949

l'avis suivant :

heeft ter zitting van

3 Februari 1949

het volgend advies gegeven :

Le projet détermine les conditions dans lesquelles des classes peuvent être créées dans les établissements d'enseignement moyen de l'Etat ou leur être annexées, ainsi que les conditions dans lesquelles elles devront être supprimées.

L'article 3 de la loi du 1er juin 1850 sur l'enseignement moyen prévoyait l'établissement de dix athénées royaux et de cinquante écoles moyennes.

Après des accroissements successifs par des lois ultérieures, la loi du 12 juillet 1934 amenda cet article comme suit :

"Le gouvernement peut créer des écoles moyennes et des athénées royaux pour jeunes gens et jeunes filles, dans les localités où le besoin s'en fait sentir."

L'article 27 de la loi du 1er juin 1850 modifiée par la loi du 19 mai 1914 dispose :

"Là où le besoin s'en fait sentir, il pourra être annexé à l'école moyenne une section préparatoire dans laquelle seront enseignées les matières attribuées aux écoles primaires."

Enfin, l'article 4 de la loi du 17 juin 1937 autorise le gouvernement à annexer des internats aux établissements d'enseignement moyen de l'Etat, là où le besoin s'en fait sentir.

La législation laisse donc à l'appréciation discrétionnaire du gouvernement la création d'athénées, de sections d'athénée, d'écoles moyennes, d'écoles préparatoires y annexées ainsi que d'internats.

Le projet institue des critères objectifs pour la création des classes et sections ainsi que pour leur suppression.

Le projet ne subdélègue pas au Ministre de l'Instruction publique les pouvoirs conférés au gouvernement, mais il charge le Ministre de vérifier si les conditions fixées par l'arrêté du Régent sont réunies.

*

* *

Le Conseil d'Etat est d'avis que la création de sections froebeliennes annexées aux établissements d'enseignement moyen devrait se fonder sur une disposition ajoutée à la loi sur l'enseignement moyen, plutôt que sur la seule loi budgétaire.

En proposant aux Chambres dans une loi budgétaire la modification implicite ou expresse d'une loi organique, le gouvernement élude en effet, la consultation du Conseil d'Etat obligatoire sauf le cas d'urgence.

*

* *

Au point de vue terminologie, le projet appelle plusieurs observations.

A l'alinéa 1er, il est question d'"écoles d'enseignement moyen", à l'article 12, d'"établissements d'enseignement moyen." La première de ces expressions doit être bannie. La loi du 1er juin 1850 parle d'"établissements d'instruction moyenne," celle du 17 juin 1937 d'"établissements d'enseignement moyen." Cette dernière expression est donc correcte.

A l'article 2, alinéa 4, les termes "année scolaire" correspondent à "schooljaar", à l'article 3, alinéa 2 les mêmes termes correspondent à "jaar".

A l'article 3, les termes "splitsing" et "verdubbeling" correspondent tous deux à "dédoublement"; à l'article 5 par contre "splitsen" correspond à "scinder".

A l'article 4, dernier alinéa, il est question de "la section préparatoire qui a repris la tâche de l'école communale."

La section préparatoire ne peut rien reprendre de sa propre autorité. Il convient donc de faire mention de la décision en vertu de laquelle cette reprise a lieu.

A l'article 6 il est question de section greco-latine au deuxième alinéa et de section grec-latin au troisième. L'article 5 de la loi du 10 avril 1890 modifié par la loi du 14 août 1947 parlant de cours d'humanités gréco-latines, il convient d'employer cette dernière forme.

L'article 7 et 11 parlent de "tranches complètes d'élèves"; l'article 12 de "groupes complets d'élèves".

L'article 8 parle d'une dérogation qui sera accordée sous réserve de l'approbation préalable du département, sans indiquer par qui la dérogation sera accordée.

L'article 12 parle de "pensionnats"annexés aux établissements d'enseignement moyen alors que la loi du 17 juin 1937 parle d'"internats"

L'article 13 parle d'un Fonds spécial des bâtiments scolaires. Il s'agit vraisemblablement du Fonds des constructions scolaires de l'enseignement moyen de l'Etat institué par la loi du 2 avril 1948.

*

* *

Le projet prévoit des périodes d'essai de deux ans pour les sections froebeliennes et préparatoires, de trois ans pour les sections moyennes. Mais il établit un nombre minimum d'élèves pour la seconde et la troisième année d'essai. Il résulte donc du texte que l'essai peut être interrompu.

Après la période d'essai, la section devient définitive, mais elle doit néanmoins être supprimée ultérieurement dans certains cas.

Ces notions de "périodes d'essai" et d'"existence définitive" alourdissent le texte inutilement. La volonté du gouvernement peut être exprimée, en indiquant le nombre d'élèves requis chaque année, à partir de la création de la section.

Les articles 5 des arrêtés royaux du 1er mai 1928 portant règlements organiques des athénées royaux et des écoles moyennes de l'Etat prévoit le dédoublement des classes lorsque le nombre d'élèves dépasse quarante.

Si le projet abroge ces articles, il conviendrait de formuler de manière expresse cette abrogation. Dans le cas contraire, il y aura discordance entre le régime des établissements existants et celui des nouvelles sections.

Sous le bénéfice de ces observations, le Conseil d'Etat propose le texte ci-après :

ARRETE DU REGENT RELATIF A LA CREATION DE SECTIONS ET DE CLASSES DANS LES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT MOYEN DE L'ETAT

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 1er juin 1850 sur l'enseignement moyen, modifiée par les lois du 15 juin 1881, du 6 février 1887, du 19 mai 1914 et du 14 août 1947;

Vu les arrêtés royaux du 1er mai 1928 portant règlements organiques des athénées royaux et des écoles moyennes de l'Etat;

Vu l'arrêté du Régent du 15 décembre 1948 règlant les attributions du Comité du Budget;

Vu l'autorisation du Ministre de l'Administration générale et des pensions en date du ...

Considérant qu'il y a lieu de déterminer la composition des classes en raison de la réforme des programmes et des méthodes dans l'enseignement moyen de l'Etat;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Instruction publique,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er -

Le Ministre de l'Instruction publique peut créer des sections et classes dans les établissements d'enseignement moyen de l'Etat dans les conditions prévues au présent arrêté.

Les sections et classes créées antérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté pourront être maintenues dans les mêmes conditions.

Les arrêtés ministériels portant création d'emplois en exécution du présent arrêté seront soumis dans un délai de quatre mois au contreseing du Ministre de l'Administration générale et des Pensions.

Sections froebeliennes-

Article 2 -

Une section froebelienne peut être créée dès que quinze élèves sont régulièrement inscrits; elle est maintenue si vingt élèves sont régulièrement inscrits pendant la seconde année scolaire et si vingt-cinq élèves sont régulièrement inscrits pendant la troisième année scolaire.

Ultérieurement, la section sera supprimée à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle le nombre moyen des élèves présents sera inférieur à vingt.

Article 3 -

La section froebelienne comprend une classe. Celle-ci est dédoublée dès que le nombre moyen des élèves présents atteint quarante. Le dédoublement est supprimé si pendant les deux premières années le nombre moyen est inférieur à quarante.

Ultérieurement le dédoublement sera supprimé lorsque le nombre moyen sera inférieur à trente-cinq.

Sections préparatoires -

Article 4 -

Une section préparatoire complète peut-être créée dès que trente élèves sont inscrits pour les trois degrés; elle est maintenue si quarante-cinq élèves sont inscrits pendant la seconde année pour les trois degrés et si vingt élèves sont inscrits dans chaque degré pendant la troisième année.

Une section préparatoire incomplète peut être créée dès que dix élèves sont inscrits par degré; elle est maintenue si quinze élèves sont inscrits par degré la seconde année et si vingt élèves sont inscrits par degré la troisième année.

Ultérieurement la section préparatoire sera supprimée en tout ou en partie à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle le nombre d'élèves régulièrement inscrits sera inférieur à quinze par degré; toutefois, les élèves des trois premières années d'étude pourront dans ce cas être groupés.

La section préparatoire est maintenue quel que soit le nombre de ses élèves lorsque le Roi a autorisé la suppression de l'école primaire dans la commune.

Article 5 -

La section préparatoire compte, en principe, une classe de deux années d'études par degré. Lorsque le nombre d'élèves d'une année d'étude atteint trente et un, le degré est scindé en deux classes; chaque année d'études peut être dédoublée dès que le nombre des élèves atteint trente-cinq.

Le dédoublement est supprimé lorsque au cours des deux premières années le nombre des élèves est inférieur à trente-cinq.

Ultérieurement le dédoublement sera supprimé lors que le nombre des élèves sera inférieur à trente-deux pour un année d'études et à vingt-neuf pour un degré comprenant deux années d'études.

Sections moyennes du degré inférieur -

Article 6 -

Une section moyenne du degré inférieur peut être créée lorsque le nombre d'élèves qui y sont régulièrement inscrits atteint au moins :

1ère année	2e année	3e année	4e année
Section : gréco-latine 8	14	20	25
Section appliquée 10	15	25	30

Pour la section gréco-latine, les nombres minima indiqués ci-dessus ne seront considérés comme suffisants que si les élèves de cette section suivent les cours communs avec les élèves de la section moderne.

Après la quatrième année, une section sera progressivement supprimée lorsque le nombre des élèves régulièrement inscrits sera inférieur à vingt-cingt pendant deux année consécutives.

Article 7 -

Une classe est dédoublée lorsque le nombre d'élèves dépasse trente.

Le dédoublement est supprimé à la fin de la seconde année si le nombre des élèves est inférieur à vingt-cinq.

Article 8 -

Lorsque le nombre total des élèves des différentes classes parallèles d'une même année d'études n'atteint pas vingt-huit, les élèves sont groupés pour les cours généraux. Une dérogation à la première disposition n'est accordée par le Ministre que si l'établissement de l'horaire présente des difficultés insurmontables.

Sections moyennes du degré supérieur -

Article 9 -

Une section d'humanités anciennes du degré supérieu peut être ajoutée à une section d'athénée existante dès que huit élèves sont inscrits au début de la première année. Elle est maintenue si quatorze élèves sont inscrits la seconde année et vingt élèves, la troisième année.

Article 10 -

Aussi longtemps que le nombre total des élèves des deux sections n'atteint pas vingt-huit, les élèves sont groupés pour les cours communs dans la mesure où le programme le permet.

Article 11 -

Une classe est dédoublée lorsque le nombre des élèves dépasse trente.

Le dédoublement est supprimé à la fin de la seconde année si le nombre des élèves est inférieur à vingt-huit.

Internats de l'enseignement moyen -

Article 12 -

Dans les internats annexés aux établissements d'enseignement moyen de l'Etat, il y a un surveillant pour trente élèves, deux surveillants pour soixante-cinq élèves, trois surveillants pour cent et cinq élèves.

Dispositions transitoires -

Article 13 -

En attendant que le Fonds des constructions scolaires de l'enseignement moyen de l'Etat ait pu prendre les mesures nécessaires, le Ministre peut accorder des dérogations pour le regroupement des élèves des classes dédoublées, lorsque l'état des locaux scolaires rend ce regroupement impossible.

Article 14 -

Le Ministre peut accorder des dérogations en ce qui concerne le nombre minimum d'élèves pour les années d'études durant lesquelles la population scolaire est réduite en raison de la régression de la natalité pendant les années 1940-1944.

Article 15 -

Les dispositions du présent arrêté seront complétement appliquées pour le 1er septembre 1952.

Article 16 -

Le Ministre de l'Instruction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à le

PAR LE REGENT,

Le Ministre de l'Instruction publique,

Het ontwerp bepaalt de voorwaarden waarin klassen kunnen worden opgericht in of toegevoegd aan de Rijksinrichtingen voor middelbaar onderwijs, alsmede de voorwaarden waarin zij moeten worden afgeschaft.

Bij artikel 3 van de wet van 1 Juni 1850 op het middelbaar onderwijs werd de oprichting voorzien van tien koninklijke athenaeaen van vijftig middelbare scholen.

Nadat dit getal door latere wetten achtereenvolgens werd vermeerderd, wijzigde de wet van 12 Juli 1934 dit artikel als volgt :

"De Regering kan middelbare scholen en koninklijke athenaëa voor jongens en meisjes oprichten, in al de plaatsen waar zich daartoe de noodzakelijkheid doet voelen".

Artikel 27 van de wet van 1 Juni 1850 gewijzigd bij de wet van 19 Mei 1914 bepaalt :

"Daar waar de noodzakelijkheid zich voordoet kan aan de middelbare school een voorbereidende afdeling worden toegevoegd waar dezelfde leerstof zal worden onderwezen als die welke voor de lagere scholen is bepaald".

Tenslotte machtigt artikel 4 van de wet van 17 Juni 1937 de Regering internaten te hechten aan de Rijksinrichtingen voor middelbaar onderwijs, daar waar de noodzakelijkheid zich voordoet.

De wetgeving laat dus aan de Regering over naar goeddunken te oordelen over de oprichting van athenaea, van atheneumafdelingen, van middelbare scholen, van er aan toegevoegde voorbereidende scholen evenals van internaten.

Bij het ontwerp worden objectieve criteria voor de oprichting van klassen en afdelingen evenals voor de afschaffing van deze laatste vastgesteld.

Het ontwerp draagt de aan de regering toegekende macht niet verder over aan de Minister van Openbaar Onderwijs; wel

.../...

gelast het de Minister na te gaan of aan de door het besluit van de Regent gestelde vereisten wordt voldaan.

*
* *

De Raad van State is van mening dat de oprichting van froebelafdelingen bij Rijksinrichtingen voor middelbaar onderwijs zou moeten gegrond zijn op een aan de wet op het middelbaar onderwijs toe te voegen bepaling, veeleer dan op de begrotingswet alleen.

Door in een begrotingswet de impliciete of uitdrukkelijke wijziging van een organieke wet aan de Kamers voor te stellen, ontwijkt de regering inderdaad de raadpleging van de Raad van State, welke behoudens het geval van hoogdringendheid, verplichtend is.

*
* *

Wat de terminologie betreft, vallen bij het ontwerp verschillende opmerkingen te maken.

In de Franse versie wordt in de eerste alinea gesproken van "écoles d'enseignement moyen", in artikel 12 van "établissements d'enseignement moyen". De eerste benaming dient vermeden. De wet van 1 Juni 1850 spreekt van "établissements d'instruction moyenne" die van 17 Juni 1937 van "établissements d'enseignement moyen". Deze laatste benaming is dus de juiste.

Het woord "schooljaar" in artikel 2, alinea 4 en het woord "jaar" in artikel 3, alinea 2 staan beide voor het Franse "année scolaire".

In artikel 3 staan de woorden "splitsing" en "verdubbeling" voor het Franse woord "dédoublement"; in artikel 5 integendeel komt "splitsen" overeen met "scinder".

In artikel 4, laatste alinea wordt gehandeld over de "voorbereidende afdeling die de taak van de gemeenteschool heeft overgenomen".

De voorbereidende afdeling kan op eigen gezag niets overnemen.

.../...

Er moet dus melding worden gemaakt van de beslissing krachtens dewelke deze overname geschiedt.

In artikel 6, Franse tekst, wordt in de tweede alinea gesproken van "section greco-latine" en in de derde van "section grec-latin". Daar artikel 5 van de wet van 10 April 1890, gewijzigd bij de wet van 14 Augustus 1947 spreekt van "cours d'humanités greco-latines", moet deze laatste benaming gebruikt worden.

In de artikelen 7 en 11 wordt gesproken van "volledige schijf van leerlingen", in artikel 12 van "volledige groep van leerlingen".

Artikel 8 gewaagt van een afwijking, die zal toegestaan worden onder voorbehoud van voorafgaande goedkeuring van het departement; er wordt echter niet vermeld door wie de afwijking zal worden toegestaan.

Artikel 12 gewaagt van "pensionaten" gehecht bij de Rijksscholen voor middelbaar onderwijs, terwijl de wet van 17 Juni 1937 het over "internaten" heeft.

Artikel 13 gewaagt van een Bijzonder Fonds voor de Schoolgebouwen. Het gaat hier waarschijnlijk om het "Fonds der Schoolgebouwen van 's Rijks Middelbaar Onderwijs", opgericht bij de wet van 2 April 1940.

*
* *

Het ontwerp stelt proeftijden van twee jaar vast voor de froebel- en voorbereidende afdelingen, van drie jaar voor de middelbare afdelingen. Het bepaalt echter een minimum aantal leerlingen voor het tweede en derde proefjaar. Daaruit volgt dus dat de proef kan onderbroken worden.

Na de proeftijd wordt de afdeling definitief, maar desondanks moet zij in sommige gevallen later afgeschaft worden.

Deze begrippen "proeftijd" en "bestendig bestaan" verzwaren nodeloos de tekst. De bedoeling van de regering kan tot uiting komen door voor ieder jaar, vanaf de oprichting der afdeling, het vereiste aantal leerlingen op te geven.

.../...

Artikel 5 van de koninklijke besluiten van 1 Mei 1928 houdende organieke reglementen voor de koninklijke Athenaëa en voor de Rijksmiddelbare scholen bepaalt dat de klassen zullen gesplitst worden wanneer er meer dan veertig leerlingen zijn.

Als die artikelen door het ontwerp worden opgeheven, hoort die opheffing uitdrukkelijk te worden geformuleerd. In het tegenovergestelde geval zal er gebrek aan overeenstemming zijn tussen het regime van de bestaande inrichtingen en dat van de nieuwe afdelingen.

Met inachtneming van die opmerkingen, stelt de Raad van State de volgende tekst voor :

Besluit van de Regent betreffende de oprichting van afdelingen en klassen in de Rijksinrichtingen voor middelbaar onderwijs.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 1 Juni 1850 betreffende het middelbaar onderwijs, gewijzigd bij de wetten van 15 Juni 1881, van 6 Februari 1887, van 19 Mei 1914 en van 14 Augustus 1947;

Gelet op de koninklijke besluiten van 1 Mei 1928 houdende organieke reglementen voor de koninklijke Athenaea en voor de Rijksmiddelbare scholen;

Gelet op het besluit van de Regent van 15 December 1948 houdende regeling van de ambtsbevoegdheden van het Begrotingscomité;

Gelet op de machtiging van de Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen van ...

Overwegende dat de samenstelling der klassen dient te worden bepaald om reden van de hervorming van de programma's en van de methodes in het Rijksmiddelbaar onderwijs;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Openbaar Onderwijs,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

De Minister van Openbaar Onderwijs mag, in de bij dit besluit bepaalde voorwaarden, afdelingen en klassen oprichten in de Rijksinrichtingen voor middelbaar onderwijs.

.../...

In dezelfde voorwaarden mogen de afdelingen en klassen, die vóór het in werking treden van dit besluit zijn opgericht, behouden blijven.

De ministeriële besluiten, waarbij ter uitvoering van dit besluit betrekkingen worden ingesteld, zullen binnen een termijn van vier maanden aan de Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen ter medeondertekening worden voorgelegd.

Froebelafdelingen.

Artikel 2.-

Een froebelafdeling mag opgericht worden zodra vijftien leerlingen regelmatig ingeschreven zijn; zij wordt behouden indien twintig leerlingen regelmatig ingeschreven zijn tijdens het tweede schooljaar en indien vijf en twintig leerlingen regelmatig ingeschreven zijn tijdens het derde schooljaar.

Later zal de afdeling worden afgeschaft op het einde van het schooljaar, tijdens hetwelk het gemiddeld aantal aanwezige leerlingen beneden twintig zal zijn gedaald".

Artikel 3.-

De froebelafdeling omvat één klasse. Deze laatste wordt gesplitst zodra het gemiddeld aantal aanwezige leerlingen veertig bereikt. De splitsing wordt opgeheven indien tijdens de eerste twee jaren het gemiddeld aantal lager is dan veertig.

Later zal de splitsing opgeheven worden wanneer het gemiddeld aantal lager is dan vijf en dertig.

Voorbereidende afdelingen.

Artikel 4.-

Een volledige voorbereidende afdeling mag opgericht worden zodra voor de drie graden dertig leerlingen zijn ingeschreven; zij wordt behouden indien tijdens het tweede jaar vijf en dertig leerlingen voor de drie graden zijn ingeschre-

.../...

ven.

Een onvolledige voorbereidende afdeling mag opgericht worden zodra tien leerlingen per graad zijn ingeschreven; zij wordt behouden indien tijdens het tweede jaar vijftien leerlingen per graad zijn ingeschreven en indien tijdens het derde jaar twintig leerlingen per graad zijn ingeschreven.

Later zal de voorbereidende afdeling geheel of gedeeltelijk afgeschaft worden op het eind van het schooljaar, tijdens hetwelk het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen lager zal zijn dan vijftien per graad; evenwel mogen de leerlingen van de eerste drie studiejaren in dit geval samengezet worden.

De voorbereidende afdeling wordt, welk ook het aantal van haar leerlingen zij, behouden wanneer de Koning de afschaffing van de lagere school in de gemeente heeft toegestaan.

Artikel 5.-

De voorbereidende afdeling telt in principe één klasse van twee studiejaren per graad. Wanneer het aantal leerlingen van één studiejaar een en dertig bereikt wordt de graad in twee klassen ingedeeld; ieder studiejaar kan gesplitst worden zodra het aantal leerlingen vijf en dertig bereikt.

De splitsing wordt opgeheven wanneer het aantal leerlingen in de loop der eerste twee jaren lager is dan vijf en dertig.

Later zal de splitsing opgeheven worden wanneer het aantal leerlingen lager is dan twee en dertig voor één leerjaar of dan negen en twintig voor een graad die twee leerjaren omvat.

.../...

Middelbare afdelingen van de lagere graad.

Artikel 6.-

Een middelbare afdeling van de lagere graad kan worden opgericht wanneer het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen ten minste bedraagt:

1e jaar	2e jaar	3e jaar	4e jaar
Grieks-Latijnse afdeling			
8	14	20	25
Toegepaste afdeling			
10	15	25	30

Voor de Grieks-Latijnse afdeling zullen de bovenvermelde minimumgetallen slechts toereikend worden geacht wanneer de leerlingen van deze afdeling de gemeenschappelijke lessen volgen met de leerlingen van de moderne afdeling.

Na het vierde jaar zal een afdeling geleidelijk worden afgeschaft wanneer het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen gedurende twee achtereenvolgende jaren lager is dan vijf en twintig.

Artikel 7.-

Een klasse wordt gesplitst wanneer het aantal leerlingen meer dan dertig bedraagt.

De splitsing wordt aan het eind van het tweede jaar opgeheven indien het aantal leerlingen lager is dan vijf en twintig.

Artikel 8.-

Wanneer het gezamelijk aantal leerlingen van de verscheidene gelijklopende klassen van eenzelfde studiejaar minder bedraagt dan acht en twintig, worden de leerlingen voor

.../...

de algemene vakken samengezet. Een afwijking van de eerste bepaling zal door de Minister slechts toegestaan worden op grond van onoverkomelijke bezwaren voor het opmaken van de lessenrooster.

Middelbare afdelingen van de hogere graad.

Artikel 9.-

Een afdeling voor Oudere Humaniora van de hogere graad mag aan een bestaande atheneumafdeling worden toegevoegd zodra bij het begin van het eerste jaar acht leerlingen zijn ingeschreven. Zij wordt behouden indien voor het tweede jaar veertien leerlingen, en voor het derde jaar twintig leerlingen zijn ingeschreven.

Artikel 10.-

Zolang het gezamenlijk aantal leerlingen van de twee afdelingen minder dan acht en twintig bedraagt, worden de leerlingen voor de gemeenschappelijke vakken samengezet in de mate waarin het programma zulks mogelijk maakt.

Artikel 11.-

Een klasse wordt gesplitst wanneer het aantal leerlingen meer dan dertig bedraagt.

De splitsing wordt aan het eind van het tweede jaar opgeheven indien het aantal leerlingen lager is dan acht en twintig.

Internaten van het middelbaar onderwijs.

Artikel 12.-

In de internaten gehecht aan de Rijksinrichtingen voor middelbaar onderwijs staat een studiemeester voor dertig leerlingen, twee studiemeesters voor vijf en zestig leerlingen, drie studiemeesters voor honderd en vijf leerlingen.

.../...

Overgangsbepalingen.

Artikel 13.-

In afwachting dat het Fonds der Schoolgebouwen van 's Rijks Middelbaar Onderwijs de nodige maatregelen heeft kunnen treffen kan de Minister, voor het opnieuw samenzetten der leerlingen van gesplitste klassen, afwijkingen toestaan wanneer de toestand der schoollokalen dit samenzetten onmogelijk maakt.

Artikel 14.-

De Minister kan afwijkingen toestaan wat betreft het minimum-aantal leerlingen voor de studiejaren gedurende dewelke de schoolbevolking, wegens de daling van het geboortecijfer tijdens de jaren 1940-1944, minder groot is.

Artikel 15.-

De bepalingen van dit besluit zullen op 1 September 1952 volledig toegepast zijn.

Artikel 16.-

De Minister van Openbaar Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,de

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Openbaar Onderwijs,

Etaient présents :

Messieurs : J.SUETENS, président du Conseil d'Etat,

de Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter

[illegible] conseillers d'Etat
[illegible] raadsheren van State

[illegible] assesseurs de la section de législation
[illegible] bijzitters van de afdeling wetgeving

[illegible] greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS, président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS, voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,